

Siegfried Bracke (N-VA) : «La Flandre indépendante? Logique comme les lois de Darwin»

Le Soir - DAVID COPPI - 3 janvier 2015

Confédéralisme, abolition du Sénat, indépendance à terme : le président de la Chambre y va ! « J'ai 61 ans, je crois que j'aurai l'occasion de vivre cela. »

Passé de la VRT à la N-VA en 2010, Siegfried Bracke a mis sa popularité de journaliste au service du parti nationaliste, qui le lui rend bien : le voilà président de la Chambre, à l'issue des élections de mai 2014. Parmi les plus importants personnages de l'Etat dans l'ordre protocolaire, il n'a pas sa langue en poche. Il y va fort.

On vous a reproché votre gestion des travaux à la Chambre, partisane. On a en mémoire la « rentrée » du 14 octobre, Laurette Onkelinx réclamant à cor et à cri une suspension de séance...

Il y a eu d'abord l'impact physique, provoqué par les cris dans l'hémicycle. Il n'y avait pas que Laurette Onkelinx, toute l'opposition a suivi, la majorité a réagi. Deuxièmement : je me suis rendu compte rapidement que j'étais dans un rôle de victime... Le lendemain, votre journal réalisait un petit sondage internet : « Trouvez-vous que le PS va trop loin ? » Résultat : 80 % de « oui ». C'est toujours intéressant de se trouver dans le rôle de la victime...

Quatre décembre, autre séance qui restera dans les annales : l'opposition quitte l'hémicycle.

Sachez que quelques jours plus tard, j'ai réuni tous les chefs de groupe des partis d'opposition. On a parlé franchement.

C'est-à-dire ?

Les échanges doivent rester confidentiels, mais je vous dirai que Laurette Onkelinx a pris la parole en premier : « Monsieur le Président, nous ne voulons pas faire du cinéma chaque semaine » ; et que j'ai répondu : « Moi non plus ». Voilà. Pour ma part, j'ai retenu de cette réunion que le point sensible, c'était le respect de l'opposition. Je m'en suis rendu compte. Je les ai compris.

N'est-ce pas illusoire d'imaginer une législature sereine à la Chambre alors qu'elle est terriblement conflictuelle en réalité, par la force des choses ?

Je peux me tromper, mais je crois que nous n'aurons plus de session houleuse, car personne n'y gagne ; l'image du politique en souffre. Mais vous avez raison : ce gouvernement fait des choix politiques clairs. Sous la législature précédente, M. Di Rupo disait : on fait le « faisable ». Avec six partis aux intérêts différents,

divergents. L'eau et le feu. Ici, cette fois, on a un gouvernement plus homogène, qui réunit quatre partis dont les programmes socio-économiques sont proches.

Tout de même : sous l'ancienne législature, il y a eu de grands accords, prenez la sixième réforme de l'Etat...

Là aussi, c'était le « faisable ». Exemple : le Sénat. Je suis légaliste, je respecte ce qui a été décidé, mais enfin on n'a pas été au bout de la logique, qui est celle de la disparition du Sénat. Là, tous les jours les sénateurs se demandent quel rôle doit jouer leur assemblée. L'abolition du Sénat, c'est la logique des choses.

Mais prenez le transfert de compétences... Grosse entreprise, ça. Non ?

Vous croyez ? L'accord sur les compétences fait... mille pages ! On comprend tout de suite que cela va compliquer le fonctionnement de l'Etat. Cela dit, nous nous sommes engagés à appliquer la sixième réforme de l'Etat, nous le ferons.

Et le président de la Chambre sera parfois à la manœuvre... Il n'y aura pas d'obstruction de votre part ?

Non ! Même s'il faut faire la distinction entre ma fonction et mes convictions.

Vos convictions ? Dites-nous.

Je suis convaincu que le confédéralisme est la solution pour la Belgique. Ce qui n'empêche pas mon parti de participer activement au gouvernement fédéral centré sur le socio-économique.

Le confédéralisme, donc. La N-VA étant séparatiste.

Non. La dernière fois que l'on a connu un acte séparatiste, c'était en 1830, quand on a coupé la Belgique de la Hollande, par la révolution. Je pense encore à l'émission « Bye Bye Belgium » : ça, c'est du séparatisme. Mais ce n'est pas le programme de la N-VA. Qui ne provoquera rien de tel. En fait, l'indépendance de la Flandre, c'est l'évolution inévitable, ce sont les lois de Darwin, à mon avis. Bien d'autres pensent cela en Flandre ; Karel De Gucht, VLD, a parlé d'« évaporation » de la Belgique. La N-VA n'est pas séparatiste, elle croit à une marche vers un accord entre le nord et le sud qui se poseront la question autour d'une même table : qu'est-ce qu'on peut faire ensemble ? L'inverse par rapport à aujourd'hui, où l'on s'interroge sur ce que l'on doit scinder. Le confédéralisme permettra à la Flandre, la Wallonie et Bruxelles d'être plus prospères, dans le cadre européen.

Et que ferons-nous encore « ensemble » ?

La politique européenne. La Défense « nationale », comme on dit du côté francophone. Des aspects de la Justice. Dans le cadre européen. Ce sera cohérent, efficace.

La monarchie ?

Dans une tribune au Morgen en 2007, lorsque j'étais journaliste, j'avais cité une dizaine de personnes qui, selon moi, pouvaient devenir présidents de la République. Cela dit, je suis républicain et légaliste, je tiens compte du fait qu'il n'y a pas de majorité dans la population, pas même en Flandre, pour changer de régime. Aussi longtemps que le Roi et la monarchie sont soutenus par la population... Nous ne sommes pas fous ! Nous ne ferons jamais quelque chose que les gens ne veulent pas.

Vous dites : la N-VA ne veut pas de séparatisme unilatéral, mais un grand

accord fédéral. A quelle échéance ? Après cette législature ?

J'ai 61 ans, je crois que j'aurai l'occasion de vivre cela. Attention, je l'ai dit, nous nous sommes engagés dans un gouvernement socio-économique pour cinq ans, et nous ne varierons pas. Mais on ne peut pas nier le fait qu'en Belgique – où les réformes de l'Etat ont débuté en 1970 –, il y a deux démocraties. On ne peut pas nier que la tendance dominante au sud, c'est la gauche, alors qu'au nord, c'est la droite, Cette réalité se reflète au niveau fédéral : on ne peut plus constituer un gouvernement fort qui ait une majorité confortable au nord et au sud en même temps... D'ailleurs, cette fois, on a fait un gouvernement exceptionnel, risqué, avec seulement 25 % des francophones représentés. C'était la solution pour faire avancer les choses. Et le fait est qu'il y a une communauté de vue avec le MR sur le socio-économique.

Deux démocraties, dites-vous. Décrivez-les territorialement...

Le nord et le sud. Avec Bruxelles dans une situation spéciale.

La Flandre ne s'imagine pas dans le futur sans Bruxelles...

Non.

Ce serait une possibilité vers le fédéralisme ou l'indépendance.

Oui, mais une possibilité stupide. On ne lâche pas la capitale de l'Europe.

Cela étant, vous êtes orangistes au fond, pour le rattachement de la Flandre aux Pays-Bas...

Oui, je ne suis pas le seul, je déplore en effet la scission, en 1585, de la Flandre et des Pays-Bas. C'est une position intellectuelle, je le précise, pas une position politique. Celle-ci, je vous l'ai explicitée.

Collaboration

« Je suis pour l'apocatastase »

Quid des polémiques autour de Jan Jambon, de Theo Francken, Ben Weyts... Leur proximité avec l'extrême droite, la participation à l'anniversaire d'un collaborateur...

La collaboration était une erreur fondamentale et, d'ailleurs, cela a beaucoup nui au mouvement flamand. Les collaborateurs ont été condamnés, mais reste-t-on criminel pour le reste de sa vie ? Les gens peuvent se tromper. Il y a une deuxième chance. En des termes ecclésiastiques, je suis en faveur de l'apocatastase...

Traduisez.

La théorie selon laquelle jamais rien n'est définitif... L'évêque Léonard l'a déclaré dans un débat à la VRT : même Hitler peut éviter l'enfer et aller à la vie éternelle... Marc Dutroux aussi – je cite toujours Mgr Léonard. Bon, moi j'adhère à la théorie de l'apocatastase, mais il y a des limites quand même. Hitler, non ! Mgr Léonard va très loin, et moi je n'irai pas jusque-là évidemment, mais cette théorie illustre bien mon propos.

D.Ci

« Les organisations syndicales ont un agenda

politique, je le crains»

Comment peut-on avoir pour horizon la fin de la Belgique et, dans le même temps, prétendre travailler positivement à l'étage fédéral, œuvrer au développement du pays ?

Mais on ne travaille pas à la fin de la Belgique, certainement pas dans cette législature.

Vous parlez de « deux démocraties ».

L'article 1 des statuts de la N-VA précise qu'il faut tout faire pour le bien-être « socioéconomique » de tous les Flamands...

Vous le dites vous-même : le bien-être des... Flamands.

Oui, mais là, maintenant, la N-VA travaille au bien-être de tous. Du reste, si l'on veut être riche, quelle est la première condition ? Avoir des voisins riches. Nous avons donc tout intérêt à ce que la Wallonie soit prospère. Mais c'est l'inverse qui se produit après un quart de siècle de domination socialiste ! Prenez l'enseignement, problème numéro un à mon sens : qui s'en occupe réellement ? Prenez les taux de chômage, de pauvreté...

Revenons au gouvernement : votre parti veille au bien-être de tous les Belges ?

Absolument. D'où les réformes socioéconomiques, le saut d'index... Il le faut. Nos exportations, notre compétitivité sont en jeu. L'emploi. Dans ma ville, Gand, où les socialistes sont au pouvoir, le saut d'index peut sauver cent emplois pour le personnel communal, et tous s'en réjouissent. Tous.

Que faites-vous du mouvement social ? Les organisations syndicales ne laissent pas passer.

Je peux comprendre l'inquiétude des gens, et c'est l'une des tâches du gouvernement de bien expliquer ce qu'il fait... Si l'on veut sauver notre système social, il faut faire ce que l'on a convenu dans l'accord de gouvernement, ce qui fera mal dans un premier temps, mais permettra de se redresser ensuite.

Les syndicats disent que, ce système social, vous le détricotez.

Mais enfin ! Je fais partie de l'exécutif de l'université de Gand, et savez-vous combien de personnes étaient en grève le 15 décembre ? 0,88 %. Non, les gens comprennent ce que nous faisons. Ils sont inquiets, mais ils comprennent. Moi, je suis en faveur de syndicats forts, avec lesquels on peut dialoguer.

2015, année de la concertation ou de l'affrontement social ?

Si les syndicats s'investissent vraiment en faveur de la prospérité des gens, ils se mettront à table, s'ils ont un agenda politique, alors ils feront la grève.

Ils ont un agenda politique ?

Je le crains. Rudy De Leeuw, président de la FGTB, a dit clairement, en interview au Standaard, que les grèves devaient continuer jusqu'à ce que le gouvernement tombe.

Eux réclament de la « justice » dans les mesures. Au sein du

gouvernement, on parle d'un « tax shift ».

Dans ce pays, les charges sur le travail sont supérieures aux taxes sur le caviar ! Il faut donc un « shift » – un glissement – de la fiscalité du travail à autre chose, et je pense aux revenus du capital... Pour autant que l'on puisse trouver une solution praticable, qui ne frappe pas la classe moyenne.

A quelle formule pensez-vous ?

Nous devons en discuter au sein du gouvernement, pas sur la place publique.